

Washington Wall Street Watch

N°2025-21 – Le 29 mai 2025

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- La confiance des ménages mesurée par le *Conference Board* rebondit

Politiques macroéconomiques

- Les responsables de la Fed soulignent un niveau d'incertitude inhabituellement élevé

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

La confiance des ménages mesurée par le *Conference Board* rebondit

L'indice de confiance des ménages [mesuré](#) par le *Conference Board* rebondit en mai de +12,3 points à 98, par rapport au point le plus bas depuis presque 5 ans, soit la hausse sur un mois la plus élevée depuis 4 ans. Le résultat de l'enquête surprend à la hausse le consensus. L'indice reste toutefois inférieur à la moyenne glissante des 6 derniers mois.

Ce rebond est commun à toutes les classes d'âge, les niveaux de revenus et les

affiliations politiques, même si des gains plus importants sont enregistrés parmi les répondants républicains. Il est tiré par une amélioration des perspectives économiques, des marchés financiers et dans une moindre mesure du marché du travail. La moitié des réponses au sondage a été reçue après l'accord temporaire conclu entre les États-Unis et la Chine sur une baisse des droits de douanes, ce qui a permis de réduire les tensions commerciales à l'origine de l'anxiété qui dominait les sondages précédents.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Les responsables de la Fed soulignent un niveau d'incertitude inhabituellement élevé

Durant la dernière réunion du *Federal open market committee* (FOMC) qui s'est tenue les 6 et 7 mai 2025, les responsables de la Fed ont insisté sur l'incertitude inhabituellement élevée qui entoure l'économie américaine. Si l'activité continue à progresser, malgré une forte hausse des importations qui s'est traduite par une baisse du PIB au 1^{er} trimestre 2025,

et que le marché du travail reste solide, les droits de douanes annoncés par le président Trump sont supérieurs à ce qui avait été anticipé, ce qui fait peser un risque de ralentissement de l'activité et de l'emploi et de rebond de l'inflation.

Les responsables considèrent notamment que la hausse des droits de douanes pourrait se répercuter sur l'inflation qui reste encore élevée. Les retours des entreprises interrogées en circonscriptions laissent craindre une transmission directe aux consommateurs des hausses de droits

de douanes, facilitée par une augmentation des anticipations d'inflation à court terme. Les négociations tarifaires en cours et une baisse de la tolérance des consommateurs à des hausses de prix, notamment si l'économie venait à ralentir, sont perçus comme des facteurs pouvant réduire le risque inflationniste.

Les participants ont également souligné qu'un changement durable des corrélations habituelles entre les marchés actions et obligataires tel qu'observé début avril, et un affaiblissement du statut de monnaie refuge du dollar, pourraient avoir des

conséquences de long-terme pour l'économie américaine.

Les participants ont considéré que, compte tenu de la solidité de l'économie américaine, le positionnement modérément restrictif de la politique monétaire était approprié et permettait de prendre le temps d'évaluer les effets des décisions économiques prises par la nouvelle administration avant d'envisager une évolution.

Le FOMC a donc décidé à l'unanimité de maintenir la fourchette des taux *fed funds* à [4,25% - 4,5%].

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), les indices boursiers ont augmenté : +1,2 % pour le S&P 500, à 5 912, et +1,3 % pour le Nasdaq, à 19 175.

Après une baisse en fin de semaine dernière consécutive à la menace de l'imposition de 50% de droits de douane envers l'UE, les marchés actions ont réagi positivement mardi au report de cette décision.

L'annonce de résultats trimestriels positifs par l'entreprise Nvidia a également alimenté la hausse des marchés.

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) ont nettement baissé sur la semaine, le taux à 2 ans a diminué de -5 points de base à 3,9 %, et celui à 10 ans -12 points de base à 4,4 %.

BREVES

- Le 22 mai, la presse s'est fait l'écho de la décision du Trésor qui arrêterait les commandes de production de pennies (1 centime de dollar) à partir de l'année prochaine. Il met en œuvre la [demande](#) de D. Trump d'arrêter la production d'une pièce dont le coût unitaire s'élevait à 2,7 centimes en 2024. Le Trésor estime pouvoir réaliser 56 M USD d'économies par an.
- Le 28 mai, la Federal Deposit Insurance Corporation, en charge de la supervision et résolution des établissements recevant des dépôts, a [publié](#) son rapport trimestriel, indiquant que les moins-values latentes des banques, élevées depuis la crise bancaire du printemps 2023, avaient baissé de 20% sur un an au 1^{er} trimestre. Leurs résultats nets ont cru de 9,1% sur la même période.
- Le 22 mai, les représentants démocrates ont [déposé](#) un projet de loi à la Chambre, visant à restreindre les possibilités pour le Président, le vice-Président et les membres du Congrès de mener des activités en lien avec les crypto-actifs. Elle fait suite au dîner organisé jeudi dernier par D. Trump et où étaient invités les principaux investisseurs du *meme coin* \$TRUMP.
- Le 23 mai, le Consumer Financial Protection Bureau, chargé de la protection financière des consommateurs, a [renoncé](#) à défendre la règle portant sur le partage de données bancaires (*Open Banking*) qu'elle avait publiée en octobre 2024. La nouvelle direction du CFPB a estimé que ce texte, fondé sur la section 1033 du Dodd-Frank Act, était « illégal ». Il oblige les banques à donner à leurs clients gratuitement accès à leurs

données personnelles, mais soulève selon ses détracteurs des problèmes de protection des données. Le Bank Policy Institute, qui représente les banques dans ce litige, s'est félicité de cette décision, critiquée par l'association représentant les grandes entreprises technologiques (la Financial Technology Association). L'intérêt à agir de cette dernière a été reconnu par la justice la semaine dernière, et elle a annoncé vouloir continuer à défendre la règle.

- Le 22 mai la Cour Suprême a [indiqué](#) que le Président des Etats-Unis ne pouvait pas démettre de ses fonctions le Président de la Fed, en raison de la structure unique, et de la nature « quasi-privée » de la banque centrale. Dans cette décision en référé (*ruling*) la

Cour valide en revanche le licenciement de deux membres des conseils d'administration d'agences fédérales (le National Labor Relations Board et le Merit Systems Protection Board), démis de leurs fonctions par le Président. Les juges estiment que la jurisprudence invoquée par les plaignants (*Humphrey's Executor* - 1935) ne constitue qu'une exception « étroite » au pouvoir de nomination de l'exécutif, et ne s'applique pas à leur cas. En faisant une distinction pour la Fed, cette décision devrait avoir pour conséquence de l'exclure de tout jugement ultérieur qui sera rendu au fond à l'occasion de ce litige.